

» PRESSE NATIONALE

Politique

Fraternité Matin

DÉVELOPPEMENT DE LA CÔTE D'IVOIRE : LES GRANDES ORIENTATIONS DU PND 2026-2030

Le Président Alassane Ouattara a présidé, hier, au Palais présidentiel, le deuxième Conseil des ministres du gouvernement Mambé II. Des dossiers majeurs touchant à la planification du développement et la transformation numérique, ainsi qu'au renforcement du secteur énergétique, piliers essentiels de la stratégie de croissance de la Côte d'Ivoire, étaient sur la table. L'un des temps forts a été la communication sur le nouveau Plan nationale de développement (PND). Au titre du ministère du Plan et du Développement, une communication relative au PND 2026-2030, document de référence qui définira les grandes orientations économiques et sociales du pays au cours des cinq prochaines années, a été entendue et puis adoptée. Son élaboration s'est inscrite dans une démarche de concertation élargie, associant étroitement le secteur privé, les organisations de la société civile et l'ensemble des parties prenantes du développement. Le PND 2026-2030 entend également apporter des réponses durables aux défis contemporains, notamment, le changement climatique, les inégalités régionales persistantes et les incertitudes liées au contexte géopolitique international.

Fraternité Matin

FORUM DES INSPECTIONS GÉNÉRALES D'ÉTAT D'AFRIQUE : TIÉMOKO MEYLIET KONÉ SALUE LES AVANCÉES RÉALISÉES PAR L'INSTITUTION PANAFRICAINNE

Le Forum des inspections générales d'État d'Afrique et institutions assimilées (FIGE) passe au scanner ses 20 années d'existence. Ce, à la faveur de la 16e réunion et du 13e colloque international ouverts à Djibouti, le 3 février dernier. L'ouverture officielle de ces rencontres de haut niveau qui vont prendre fin, ce jeudi 5 février, ont enregistré, notamment, la présence du Chef de l'État djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, ainsi que plusieurs personnalités de délégations venues des pays membres, dont la Côte d'Ivoire. Le Vice-Président de la République Tiémoko Meyliet Koné « s'est félicité du parcours de cette organisation qui, en 20 ans, a permis aux Inspections générales d'État et institutions assimilées, de procéder à des échanges d'expériences sur les systèmes et les méthodes de vérification, de contrôle et de fonctionnement, de promouvoir et d'harmoniser les principes de bonne gouvernance et de transparence dans nos États respectifs », rapporte un communiqué de l'Inspection générale d'État (IGE) de Côte d'Ivoire.

L'INTELLIGENT

CÔTE D'IVOIRE : COMMENT LA DIPLOMATIE IVOIRIENNE ENTEND SOUTENIR LE PND 2026-2030

Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a organisé, le mercredi 4 février 2026, à Abidjan, une double cérémonie de présentation de vœux de Nouvel An du personnel et de bienvenue à la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba. La rencontre s'est tenue dans la salle de conférence du ministère, en présence des responsables administratifs et de l'ensemble du personnel. Cette cérémonie a permis de mettre en lumière les orientations de la diplomatie ivoirienne, notamment son rôle central dans l'accompagnement de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2026-2030. La cheffe de la diplomatie a insisté sur la contribution de l'outil diplomatique à l'attractivité économique du pays, à la mobilisation des



SÉCURITÉ ET COOPÉRATION : L'UE REMET À LA GENDARMERIE NATIONALE DES MATÉRIELS D'UNE VALEUR DE 800 MILLIONS DE FCFA

L'Union européenne (Ue) a remis à la gendarmerie nationale des matériels (techniques, informatiques, de communication, opérationnels) et des matériels pour la police technique et scientifique, « d'une valeur de 800 millions de FCFA ». La cérémonie de remise officielle s'est déroulée, le mercredi 04 février 2026, au sein de la Caserne de gendarmerie d'Agban, à Adjamé. L'ambassadeur de l'Ue en Côte d'Ivoire, Irchad Razaaly, a remis au général de corps d'armée, Alexandre Apalo Touré, Commandant supérieur de la gendarmerie nationale, 2 groupes électrogènes hybrides utilisant en même temps du gasoil et des plaques solaires. À cela, s'ajoutent 200 ordinateurs de bureau et de nombreux matériels de communication (radios pour les unités engagées sur des théâtres d'opérations, jumelles pour la vision à longue portée et mégaphones). Il y a également des ballotins pour les analyses et prélèvements au niveau de la police technique et scientifique ainsi que des matériels de protection balistique (casques et gilets par balles de la catégorie de type 4, pour une protection maximale).



ACCUSATION DE DÉSTABILISATION VENUES DU NIGER / AMADOU COULIBALY : « NOUS REFUSONS, DE QUELQUE FAÇON QUE CE SOIT, QUE L'IMAGE DE CELUI QUI INCARNE L'ÉTAT DE CÔTE D'IVOIRE SOIT BROCARDÉE »

Présidé par le Chef de l'État, Alassane Ouattara, un Conseil des ministres s'est tenu, ce mercredi 4 février 2026, au Palais présidentiel. Plusieurs sujets majeurs, en lien avec le développement économique et l'amélioration des conditions de vie des populations, ont été examinés. À l'issue des travaux, plusieurs décrets et communications ont été adoptés, a indiqué le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, ministre de la Communication, lors de la conférence de presse tenue à cet effet. Parmi les décisions phares figure l'adoption d'une communication relative au Plan national de développement (PND) 2026-2030, présenté par le ministère du Plan et du Développement. A propos des accusations de déstabilisation venues de Niamey, Amadou Coulibaly s'est voulu formel : « Nous refusons, de quelque façon que ce soit, que l'image de celui qui incarne l'État de Côte d'Ivoire soit brocardée ».

Economie



CONSEIL DES MINISTRES - PND 2026-2030 : LA CÔTE D'IVOIRE PROJETTE UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MOYENNE DE 7,2% SUR LA PÉRIODE 2026-2030

La Côte d'Ivoire projette une croissance économique moyenne de son Plan national de développement (PND) de 7,2% sur la période 2026-2030 et un taux d'investissement de plus de 25% en 2026, a annoncé, ce mercredi 4 février 2026, à Abidjan-Plateau, le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, lors d'un Conseil des ministres. Sur le plan macroéconomique, le PND 2026-2030 projette une croissance économique moyenne de 7,2% sur la période 2026-2030. Le taux d'investissement devrait passer de 25,4% du PIB en 2026 à 34,5% en 2030, traduisant l'accélération attendue de la dynamique de développement, a fait savoir le porte-parole, Amadou Coulibaly. Selon lui, le volume global des investissements est estimé à 114 838,5 milliards de FCFA, dont 70,2% provenant du secteur privé et 29,8 % du secteur public, confirmant le rôle central du secteur privé comme moteur de la croissance. Les besoins globaux de financement public du PND 2026-2030 sont, quant à eux, évalués à 38 000 milliards de FCFA.

APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT (PND) 2026-2030 : HÉLÈNE N'GARMIN-GANGA PRÉSENTE L'EXPERTISE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES À SOULEYMANE DIARRASSOUBA

Souleymane Diarrassouba, ministre du Plan et du Développement, a eu une rencontre de travail avec la Coordinatrice du système des Nations unies en Côte d'Ivoire, Hélène N'Garmin-Ganga, le mercredi 4 février 2026, au cabinet du premier cité, à Abidjan-Plateau. Celle-ci y était pour présenter l'expertise du Système des Nations unies en matière d'Objectifs de développement durable (ODD), son appui à la mise en œuvre du Plan national de développement (PND), ainsi que le mode de fonctionnement du Quatuor. Pour sa part, le ministre du Plan et du développement a réaffirmé son engagement à poursuivre le travail étroitement aligné sur la mise en œuvre du PND 2026-2030. Ce, à travers la mobilisation de l'ensemble des partenaires, conformément à la vision du Président de la République, Alassane Ouattara, pour bâtir une Côte d'Ivoire grande, ambitieuse et inclusive. Souleymane Diarrassouba a rappelé que le PND est porté à 71% par le secteur privé et à 29% par le secteur public.

9^E ÉDITION DU NIGERIAN INTERNATIONAL ENERGY SUMMIT (NIES) : SANGAFOWA- COULIBALY PORTE LES ESPOIRS DE L'APPO À ABUJA

« L'énergie au service de la paix et de la prospérité : bâtir notre avenir commun ». C'est autour de ce thème que se tient la 9^e édition du Nigerian International Energy Summit (NIES), à Abuja, au Nigeria. L'édition s'est ouverte le 3 février en présence de délégations venues d'une dizaine de pays africains, dont la Côte d'Ivoire. Mamadou Sangafowa-Coulibaly, ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, a porté le plaidoyer pour mener à bien le projet tient le bon bout, conforté par l'adhésion des États, mais aussi des acteurs africains de la chaîne pétro-gazière. « Nos idées convergent toutes vers une même nécessité : l'Afrique doit transformer localement ses ressources pour elle-même d'abord. La création de la Banque africaine de l'énergie va permettre de changer la donne et d'assurer notre autonomie énergétique », a-t-il affirmé en marge du sommet.

TAXES SUR LES MÉGOTS DE CIGARETTES ET LES ACTIVITÉS POLLUANTES DES INDUSTRIES CHIMIQUES : L'ÉTAT SUSPEND LEUR APPLICATION JUSQU'À FIN 2026

La Direction générale des Impôts annonce la suspension temporaire de deux taxes environnementales récemment instituées. En cause : des difficultés techniques et la nécessité d'évaluer l'impact des réformes fiscales en cours. La Direction générale des Impôts (DGI) a officiellement annoncé la suspension de l'application des dispositions relatives à la taxe environnementale sur les mégots de cigarettes et à la taxe sur les activités polluantes des industries chimiques. Ces mesures, prévues par la loi de finances 2025 et codifiées aux articles 1137 bis et 1137 ter du Code général des impôts, ne seront finalement pas mises en œuvre avant le 31 décembre 2026. Selon le communiqué en date du 02 février, publié par l'administration fiscale, et signé du directeur Sié Abou, cette décision s'inscrit dans une démarche de prudence visant à permettre une évaluation plus approfondie des réformes introduites en matière de droits d'accises sur les tabacs.

CACAO IVOIRIEN : DES EXPERTS BRÉSILIENS S'IMPRÈGNENT DU MÉCANISME D'EXPORTATION

Le Conseil du café-cacao (CCC), le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières et une délégation d'experts brésiliens ont tenu, mardi 3 février 2026, à Abidjan-Plateau, une réunion de cadrage dans le cadre du renforcement de la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Brésil dans la filière cacao. La rencontre a permis à la délégation étrangère de mieux comprendre le mécanisme d'exportation du cacao ivoirien vers le Brésil, ainsi que les dispositifs de contrôle qualité et de protection phytosanitaire mis en place. Présidée par le Directeur général adjoint du CCC, Dr Koffi N'Goran, la séance de travail a réuni les principaux acteurs ivoiriens du secteur et une délégation d'Inspecteurs du ministère brésilien de l'Agriculture, en mission en Côte d'Ivoire, du 2 au 13 février 2026. Conduite par Gutemberg



ÉCONOMIE : TOUT SUR LA TRANSFORMATION DE LA POSTE

Dans le cadre de la tribune hebdomadaire « Tout savoir sur », du CIGC, le 03 février 2026, le Directeur général de La Poste de Côte d'Ivoire, Isaac Gnamba-Yao, a indiqué que la transformation de la Poste de Côte d'Ivoire est un levier puissant d'inclusion sociale, financière, numérique et même énergétique. « Grâce aux réformes, La Poste de Côte d'Ivoire devient un levier puissant d'inclusion sociale, financière, numérique et même énergétique, en reliant les populations aux services essentiels de manière plus rapide, plus sûre et plus accessible », a déclaré Isaac Gnamba-Yao. Le secteur postal mondial connaît, selon Isaac Gnamba-Yao, une transformation profonde. Il n'est plus seulement question de courrier : il est devenu une industrie moderne et complexe, qui combine intelligemment logistique et livraison du dernier kilomètre, paiement numérique, web marketing, e-finances et e-administration. Le Directeur général de La Poste Côte d'Ivoire a mis l'accent sur la digitalisation de sa structure. (Source : CIGC)



PROFESSIONNALISATION DES JEUNES LIVREURS : LA POSTE ANNONCE UNE OPPORTUNITÉ POUR 140 000 CHAUFFEURS-LIVREURS

Isaac Gnamba-Yao, directeur général de La Poste Côte d'Ivoire, invité de la tribune dénommée : « Tout savoir sur » du CIGC, le mardi 3 février dernier, à Abidjan-Plateau, a annoncé que sa structure envisage des formules de collaboration pour intégrer les acteurs de la livraison dans la chaîne logistique élargie, en vue de leur offrir plus de visibilité, de formation, de protection sociale et de traçabilité. Selon lui, l'objectif est de professionnaliser le secteur tout en préservant les emplois et les initiatives entrepreneuriales. « La Poste est une nouvelle opportunité pour 140 000 chauffeurs-livreurs qui seront encadrés, formés au métier de livreur et qui bénéficieront du permis A pour mener à bien leurs activités », a indiqué Isaac Gnamba-Yao.



LONACI / RENTRÉE COMMERCIALE 2026 : LE DG DRAMANE COULIBALY FIXE LES OBJECTIFS DE L'ANNÉE

La Loterie nationale de Côte d'Ivoire (Lonaci) a tenu, le mercredi 4 février 2026, à Abidjan-Marcory, sa rentrée commerciale 2026, marquée par une série d'annonces stratégiques et un appel à l'engagement collectif pour atteindre des objectifs ambitieux sur le plan national. « Pour 2026, notre objectif est clairement défini. Nous devons améliorer significativement notre taux de couverture nationale, lancer notre programme de fidélité et d'inventive, renforcer l'expérience client distributeur, digitaliser davantage nos processus, et insérer un plan de commissionnement structuré pour nos équipes commerciales », a déclaré le Dg Dramane Coulibaly. Pour lui, « ces priorités traduisent la volonté de la Lonaci de consolider le leadership, tout en restant plus proche des partenaires, vendeurs et joueurs ».

Société



DEUIL : LA PREMIÈRE DAME DOMINIQUE OUATTARA AUX CÔTÉS DU PR SYLVIA DA SILVA-ANOMA

La Première Dame, Dominique Ouattara, a rendu, hier, mercredi 04 février 2026, une visite de compassion au domicile du Professeur Sylvia Da Silva-Anoma, chirurgienne-pédiatre et directrice médicale et scientifique de l'Hôpital Mère-Enfant Dominique Ouattara (HME) de Bingerville, à la suite du décès de sa mère, Madame Coumba Da Silva, née Diawara. À la tête d'une importante délégation, l'épouse du Chef de l'État a tenu à exprimer ses condoléances et à témoigner la solidarité du couple présidentiel à sa proche collaboratrice, durement éprouvée par cette perte. Madame Coumba Da Silva est décédée le vendredi 23 janvier 2026 à Abidjan, laissant sa famille et ses proches dans une profonde affliction. La délégation

comprenait notamment le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Touré Mamadou, porte-parole de la délégation, ainsi que plusieurs personnalités. Prenant la parole, Mamadou Touré a rappelé les liens étroits de collaboration et d'affection qui unissent la Première Dame au Professeur Sylvia Da Silva-Anoma.



RENFORCER LA PLATEFORME DE FINANCEMENT POUR LA SÉCURITÉ DE L'EAU EN CÔTE D'IVOIRE : PLUS DE 4 000 MILLIARDS DE FCFA À MOBILISER POUR ATTEINDRE L'ODD 6 D'ICI À 2050

La Côte d'Ivoire s'engage résolument sur la voie de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. Le gouvernement prévoit de mobiliser plus de 4 000 milliards de FCFA lors d'une table ronde avec les partenaires techniques et financiers, prévue en juillet 2026, dans le cadre de la mise en œuvre de la plateforme des bailleurs de fonds pour l'atteinte de l'Objectif de développement durable 6 (ODD 6) à l'horizon 2050. Cette annonce a été faite, le mardi 3 février 2026, à Cocody, à l'occasion de la cérémonie de présentation de ladite plateforme, par Simi Gildas, Directeur de cabinet du ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité. Selon Simi Gildas, la Côte d'Ivoire dispose désormais d'un plan opérationnel clair et chiffré jusqu'en 2050 pour transformer durablement le secteur de l'eau et de l'assainissement.



LENTEUR DANS LA PROCÉDURE DE VIDÉO-VERBALISATION, PLAQUES BANALISÉES : LE GOUVERNEMENT DÉNONCE L'INCIVISME DES USAGERS

La mise en œuvre de la réforme liée à la vidéo-verbalisation en Côte d'Ivoire est fortement critiquée par de nombreux Ivoiriens. Elle est jugée peu fiable et sa procédure trop lente. Face aux critiques relevées, le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, lors de la conférence de presse d'après Conseil des ministres, ce mercredi 4 février 2026, au Palais présidentiel au Plateau, a affirmé que ce service est confié à la société privée Quipux qui devraient prendre en compte toutes les observations et récriminations portées. « Quipux prend toujours le temps de vérifier l'infraction, de s'assurer que l'infraction a été bien commise et pour qu'il n'y ait pas de contestation qui puisse la mettre en difficulté. Je peux vous l'assurer pour avoir, au moment du lancement de Quipux, visité cette infrastructure et avoir bénéficié de l'explication de tout le processus. Il ne s'agit pas seulement d'agents qui sont devant des écrans. Ce sont tous des agents de police », a-t-il assuré.



INCIDENT TECHNIQUE SUR LE VOL AIR FRANCE AF 702 : CE QUI S'EST RÉELLEMENT PASSÉ

Un incident technique est survenu, le mardi 3 février 2026, sur le vol Air France AF 702, à l'Aéroport international Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Saisi de cette situation, le ministre des Transports et des Affaires maritimes, Amadou Koné, dans un communiqué consulté par L'inter, mercredi 4 février 2026, explique ce qui s'est réellement passé et fait des précisions. « Le mardi 3 février 2026, à 19h27, le vol Air France AF 702 (Airbus A350, immatriculé F-Huvm) en provenance de Paris, France, a atterri sans encombre sur la piste 03. Alors qu'il avait reçu l'instruction de rejoindre le parking civil via la voie de circulation parallèle, l'aéronef s'est engagé par erreur sur une bretelle menant à la Base aérienne militaire. Cette voie étant inadaptée aux dimensions de l'appareil, celui-ci s'y trouve actuellement immobilisé », précise le communiqué. Au niveau sécuritaire, les 283 passagers et les 12 membres d'équipage ont été débarqués en toute sécurité. Aucun blessé n'a été déploré.

COOPÉRATION JUDICIAIRE : LA COUR DE CASSATION DE CÔTE D'IVOIRE EN MISSION D'ÉTUDE À PARIS

Dans le cadre du renforcement de la coopération judiciaire et de la modernisation de la juridiction suprême ivoirienne, la Cour de cassation de Côte d'Ivoire effectue une mission d'étude à la Cour de cassation de France, du 30 janvier au 8 février 2026. Selon un communiqué de la Cour, cette mission est organisée à l'initiative du président de la Cour de cassation, Yua Koffi, par la direction de la Formation continue et des stages, en collaboration avec la Cour de cassation de France. Elle s'inscrit dans le cadre de la Convention de jumelage signée entre les deux juridictions, le 23 mars 2012. À cet effet, le 2 février 2026, le président Yua Koffi et la délégation qui l'accompagne ont été reçus à Paris par le premier président de la Cour de cassation de France, Christophe Soulard, en présence de Clémence Bourillon, juge à la Cour de cassation de France, chargée des relations internationales.



SANTÉ ANIMALE : 62 CAS DE RAGE CONFIRMÉS ENREGISTRÉS ENTRE 2001 ET 2024 EN CÔTE D'IVOIRE

La conférence mensuelle des directeurs et chefs de service de la sous-préfecture de Sinfra a eu lieu, le lundi 2 février 2026, au cabinet du préfet Kouamé Bouaki. A cette rencontre, des responsables de différentes couches de la population de la localité ont été sensibilisés à la menace de la rage durant la conférence publique qui avait pour thème : « La rage, une menace grave mais évitable ». Il est bon de souligner qu'en Côte d'Ivoire, 62 cas de rage animale confirmés ont été enregistrés entre 2001 et 2024 et que le taux de couverture vaccinale des animaux est d'environ 12 % pour une population canine estimée à 1,8 million. Ainsi, sur instruction du préfet Kouamé Bouaki, le directeur départemental des Ressources animales et halieutiques, Guéla Sia Robert, a indiqué, lors de sa conférence, que le virus responsable de la rage est le lyssavirus, de la famille des rhabdoviridae. Il infecte les mammifères, y compris l'homme, et se transmet principalement par la salive d'animaux infectés (chiens, chats, chauves-souris, etc.) par morsure, griffure ou léchage.



ALERTE PRÉCOCE ET COHÉSION SOCIALE : BELMONDE DOGO RÉCOMPENSE LES « MEILLEURS MONITEURS NATIONAUX » 2025

L'excellence au service de la paix a été célébrée, le mercredi 4 février 2026, à Abidjan-Plateau. Lors de la cérémonie des Awards du meilleur moniteur, tenue au cabinet du ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Jeannette Quist Wawodé a été couronnée lauréate nationale de cette première édition. Originaire de Bonoua, la récipiendaire a reçu un Prix d'un million de FCFA pour la qualité exceptionnelle de son engagement bénévole. Elle devance sur le podium national, Ange Patricia Flé (Kahin-Zarabaon) et Isidore Lohouri Yoro (Divo). Le jury a fondé sa décision sur trois piliers : la réactivité, la promptitude et la finesse analytique des alertes transmises. Parallèlement, l'efficacité locale a été honorée avec la distinction de quatre leaders zonaux : Prince Faustin Kouakou (Centre), Mahoua Cissé (Nord), Paulin Léandre Edé Ablé (Sud) et Ange Patricia Flé (Ouest).



EAU POTABLE : LA BANQUE MONDIALE DÉCLINE SES STRATÉGIES POUR LA CÔTE D'IVOIRE

L'espace Latrille Event, à Cocody, a abrité, le mardi 3 février 2026, un atelier de présentation de la plateforme des bailleurs de fonds dédiée à l'atteinte de l'Objectif de développement durable 6 (ODD 6). A cette occasion, Renaud Seligmann, directeur des opérations de la Banque, a dévoilé trois axes stratégiques majeurs pour améliorer l'approvisionnement en eau potable en Côte d'Ivoire, a rapporté une dépêche de l'AIP. Ces stratégies reposent sur trois piliers complémentaires que sont « l'eau pour les populations, l'eau pour la production alimentaire et l'eau pour la planète », a expliqué M. Seligmann, soulignant que ces axes « se renforcent mutuellement ».

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : L'IRD ET LE MINISTÈRE RENOUVELLENT PLUSIEURS

L'Institut de recherche pour le développement (IRD), à travers sa Présidente directrice générale, Valérie Verdier, a procédé à la signature d'une série d'accords-cadres avec plusieurs institutions du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. C'était, hier, mercredi 4 février 2026, à Abidjan Cocody. Ce renouvellement des accords-cadres avec les partenaires ivoiriens s'inscrit dans le renforcement du partenariat entre la France et la Côte d'Ivoire. Représentant le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Prof. Adama Diawara, le directeur de cabinet, le professeur Arsène Kobéa, a fait le bilan de la collaboration scientifique : « La recherche scientifique en Côte d'Ivoire a un problème de financement. C'est dans le cadre de la coopération avec des partenaires stratégiques comme l'IRD que nous avançons dans la recherche. Nous avons signé plusieurs partenariats à travers lesquels plusieurs problématiques sont abordées et qui nous aident à résoudre des problèmes de recherche et à former nos doctorants ».

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE CANCER : L'APPEL DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ AUX POPULATIONS

À l'instar du reste du monde, la Côte d'Ivoire a célébré, le mercredi 4 février 2026, la Journée mondiale de lutte contre le cancer. Une date symbolique consacrée à la sensibilisation, à la prévention et à la mobilisation contre une maladie qui continue de faire des ravages à l'échelle planétaire. À cette occasion, le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, à travers le Centre national d'oncologie médicale et de radiothérapie Alassane Ouattara (Cnrao), a rappelé un message essentiel : le cancer se guérit mieux lorsqu'il est détecté tôt et correctement traité. Cependant, une détection tardive réduit considérablement les chances de guérison et expose les patients à des complications parfois irréversibles. Le dépistage permet de rassurer, d'informer et, dans de nombreux cas, de sauver des vies. Il offre la possibilité d'une prise en charge précoce, plus efficace, moins invasive et souvent moins coûteuse, tant sur le plan médical que psychologique.



VU SUR LE NET

Economie 

BLOCS PÉTROLIERS CI 524, CI 803 ET CI 806 : LE GOUVERNEMENT OCTROIE UNE AUTORISATION DE RECONNAISSANCE A LA SOCIÉTÉ ESSO DE EXXONMOBIL

Au titre du ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, le Conseil a adopté une communication relative à l'octroi d'une autorisation de reconnaissance à la société ESSO de ExxonMobil sur les blocs pétroliers CI 524, CI 803 et CI 806. L'information a été rendue publique par le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, à l'issue du Conseil des ministres, le 04 février 2026 à Abidjan. Prévue par le Code pétrolier, l'autorisation de reconnaissance prescrit notamment, pour son titulaire, une exclusivité de négociation et de signature de contrat pétrolier sur tout ou partie du périmètre objet de l'autorisation sur une durée délimitée. Conformément à cette disposition, le Conseil a donné son accord pour la délivrance d'une autorisation de reconnaissance d'une durée d'un an à la société ESSO sur les blocs pétroliers offshore CI 524, CI 803, CI 806, comprenant une période d'exclusivité de six mois pour négocier des contrats de partage de production.

SECTEUR DU NUMÉRIQUE : LE GOUVERNEMENT MOBILISE PLUS DE 84,3 MILLIARDS FCFA POUR LE FINANCEMENT DU PROJET D'ACCÉLÉRATION DIGITALE EN CÔTE D'IVOIRE

Le Conseil des ministres du 04 février 2026 a adopté un décret portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 84 356 070 200 FCFA conclu le 17 octobre 2025 entre l'Association internationale de développement (AID) et la République de Côte d'Ivoire pour le financement du projet d'accélération

digitale en Côte d'Ivoire (PADCI) phase 1, dans le cadre de l'approche programmation multiphase. Selon le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, qui a donné l'information lors du communiqué faisant suite au Conseil des ministres, le projet a pour objectif d'accroître l'utilisation inclusive et résiliente de l'Internet à haut débit et des services numériques dans certains secteurs sociaux ciblés. Il prévoit notamment la fourniture d'une assistance technique et d'équipement pour créer et rendre opérationnels les agences numériques et les cadres de gouvernance de l'intelligence artificielle et de développer des compétences numériques avancées et intermédiaires en ciblant particulièrement les jeunes et les femmes.

Culture



MONÉTISATION DES CONTENUS NUMÉRIQUES : LE GOUVERNEMENT VEUT FAIRE DU SECTEUR UNE RÉALITÉ EN CÔTE D'IVOIRE À L'HORIZON 2026

Le gouvernement ivoirien, par le biais de Françoise Remarck, est déterminé à faire de la monétisation des contenus numériques une réalité en Côte d'Ivoire à l'horizon 2026. La ministre de la Culture et de la Francophonie a, pour ce faire, partagé des pistes de réflexion utile avec la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) lors d'une séance de travail, le lundi 2 février 2026, au siège de l'institution dirigée par René Bourgoïn. Sollicitée par les Directeurs généraux d'Universal Music Africa, Warner Music Africa Francophone et Sony Music Afrique Francophone, ainsi que des acteurs du secteur musical, la ministre Françoise Remarck a en effet mis à profit son expérience dans d'autres secteurs pour faire de cette monétisation une réalité dans les meilleurs délais, notamment à l'horizon 2026.



AGENCE DE PRESSE

Economie



DEUX GRANDS PROJETS AURIFÈRES AUTORISÉS POUR PLUS DE 730 MILLIARDS DE FCFA D'INVESTISSEMENTS

Le Conseil des ministres a adopté deux décrets portant attribution de permis d'exploitation minière, ouvrant la voie à la mise en œuvre de deux grands projets aurifères représentant un investissement global estimé à 732,71 milliards de FCFA et un fort potentiel de création d'emplois. Le premier décret accorde un permis d'exploitation, valable pour l'or, à la société ETRUSCAN RESOURCES CÔTE D'IVOIRE SARL, dans les départements de Koun-Fao et de Tanda. Le projet aurifère d'Assafo-Didibango prévoit un investissement de 451,31 milliards de francs CFA, pour une production annuelle moyenne de 7,99 T d'or et une production totale estimée à 120 T sur une durée d'exploitation de 19 ans. Ce projet devrait générer 251 emplois directs pendant la phase de construction et 330 emplois directs durant la phase d'exploitation de la mine.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvci officiel



+225 07 87 36 36 36



Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 📢

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.

www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable



CICG